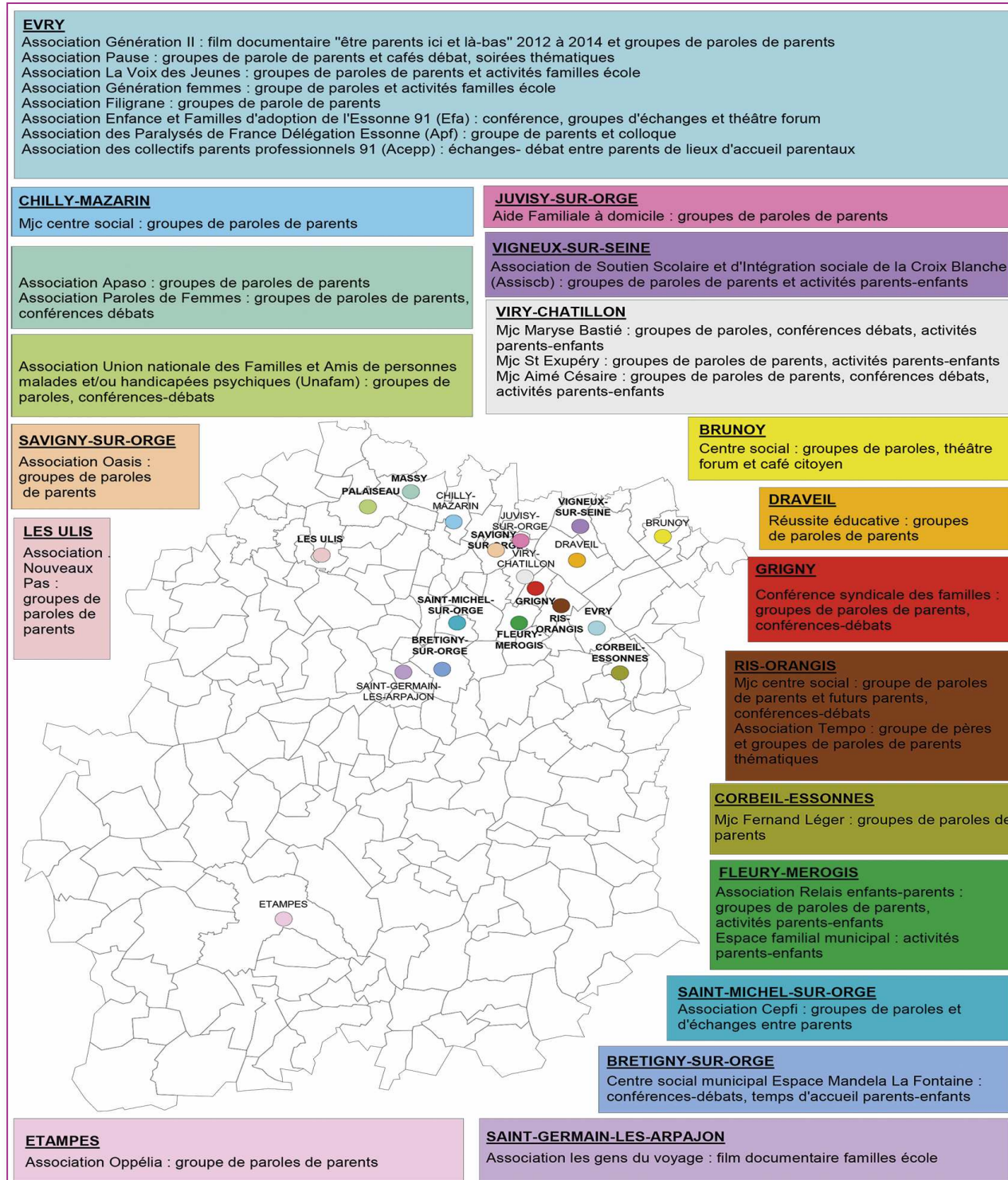


Localisation des 31 projets Réaap labellisés en 2014



Parmi les 42 dossiers déposés, 31 sont retenus et bénéficient d'un soutien technique et/ou financier.
Certains dossiers non retenus bénéficient d'un accompagnement par l'animatrice départementale.

- Comité de rédaction -

Directeur de la publication :

Raynal Le May, Directeur Général de la Caf de l'Essonne,

Rédacteur en chef : Bertrand Puel, directeur des ressources opérationnelles

Les membres de la rédaction :

Nicolas Semenou : Conseil général de l'Essonne

Gaël Le Bourgeois : Direction départementale de la cohésion sociale de l'Essonne

Caroline Aupest - Lydie Bennet - Gabrielle Lanzarotti - Laurent Courtois : Caf de l'Essonne

Conception et réalisation de la maquette : Murielle Neri, Caf de l'Essonne



Dépôt légal - 2nd semestre 2014 - Siri PARIS - N° ISSN xxx - Crédit photos : Cnaf - Caf.

Lettre Soutien à la parentalité

Lettre du second
semestre 2014
- Numéro 1 -



Du Réaap au soutien à la parentalité...

La lettre Réaap devient, en 2014, la lettre Soutien à la parentalité, pourquoi ?

Le soutien à la parentalité, une des priorités de la politique familiale, se caractérise par une diversité de dispositifs : le Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (Réaap), la médiation familiale, les Contrats locaux d'accompagnement à la scolarité (Clas), le parrainage de proximité.

L'offre de service est donc conséquente et nécessite d'être coordonnée.

Les membres du comité de pilotage départemental Réaap (le Conseil général, la Direction départementale de la cohésion sociale et la caisse d'Allocations familiales) ont décidé de faire évoluer cette lettre en élargissant son contenu aux autres dispositifs concourant au soutien à la fonction parentale, favorisant ainsi cohérence et lisibilité.

Autre changement en perspective à compter de 2015 : la diffusion de ce support sera semestrielle afin de rester au plus près de l'actualité départementale.

Bonne lecture



PRÉFET DE L'ESSONNE

La Caf, un acteur incontournable de la politique de soutien à la parentalité

COMME l'indiquait la Lettre Réaap 2013, la Convention d'objectifs et de gestion (Cog) pour la période 2013-2017 fixe comme objectif principal le "développement volontariste de services aux familles qui incarne l'universalité de la politique familiale". La politique de soutien à la parentalité s'affirme ainsi tant au niveau national que départemental.

En effet, les orientations de la Cog et leurs déclinaisons locales rejoignent pour partie celles du Conseil général de l'Essonne, mises en œuvre au travers du Schéma départemental enfance et famille (Sdef) 2011-2016.

Les crédits consacrés à la parentalité dans le Fonds national d'action sociale (Fnas) seront doublés sur la période de la Cog de 51 millions à 100 millions d'euros en 2017.

Les objectifs opérationnels issus de cette orientation nationale consistent à :

- ♦ **développer** une offre territoriale diversifiée et mieux structurée permettant de réduire, pour les parents, les inégalités d'accès à l'information,
- ♦ **assurer** une meilleure visibilité de la politique de soutien à la parentalité,
- ♦ **renforcer** la fonction d'animation, essentielle à la mise en réseau des porteurs de projets et à la mutualisation des bonnes pratiques, au sein de la gouvernance partenariale du soutien à la parentalité,
- ♦ **mettre en place**, pour les familles, des parcours généraux pour faciliter l'accès aux droits et des parcours spécifiques répondant à des événements de vie particuliers.

Une circulaire Cnaf du 9 avril 2014 précise les modalités de renforcement de la politique de soutien à la parentalité que la branche Famille doit mettre en œuvre sur toute la durée de la Cog :

- renforcer le pilotage et la fonction d'animation de l'ensemble des dispositifs de soutien à la parentalité et développer les actions du Réaap avec :

- ♦ la mise en place d'une nouvelle instance de gouvernance départementale qui remplacerait la Commission départementale du jeune enfant (Codaje) et regrouperait le soutien à la parentalité et l'accueil de la petite enfance (schéma départemental de services aux familles),
- ♦ les actions Réaap devront concerner 1,16 famille sur 10 ayant un enfant de moins de 18 ans,
- ♦ le maintien et, *a fortiori*, le renforcement de la fonction d'animation du réseau en lien étroit avec les partenaires institutionnels (Conseil général, Direction départementale de la cohésion sociale),
- ♦ la mise en œuvre d'une stratégie de communication auprès des familles afin de les informer des actions Réaap qui se déroulent à proximité de leur domicile,

- favoriser la co-parentalité et le recours à la médiation familiale avec :

- ♦ en 2014, le montant de la prestation de service Médiation familiale a été valorisée de façon conséquente, elle passe de 66 % à 75 % des dépenses de fonctionnement dans la limite d'un prix plafond de 80 223 euros par Etp. Soit un montant de la prestation de service à taux plein s'élevant à 60 167 euros par Etp,

- ♦ le développement de l'offre de service "séparation" et de l'information des publics concernés avec la possibilité de recourir aux services de médiation familiale,

- mobiliser les autres dispositifs de soutien à la parentalité avec :

- ♦ le renforcement du volet "soutien à la parentalité" des Contrats locaux d'accompagnement à la scolarité (Clas),
- ♦ le développement des Lieux d'accueil enfants parents (Laep) de qualité, avec un indicateur de suivi fixé à un Laep pour 3 500 enfants âgés de 0 à 5 ans à l'horizon 2017.

L'élaboration d'un plan d'action vise à développer ce type de structures au regard de l'offre existante (activités/ateliers enfants parents) et des territoires identifiés comme prioritaires,

- ♦ un meilleur accès des parents à l'information au moyen d'une offre Internet dédiée à la parentalité à partir du site mon-enfant.fr,

- structurer une offre d'espaces-rencontre

Les espaces-rencontre sont des lieux d'exercice du droit de visite qui favorisent le maintien ou le rétablissement des liens entre les parents et leurs enfants dans des situations particulièrement conflictuelles ou lors de difficultés spécifiques.

La Cog 2013-2017 prévoit qu "afin de faciliter l'exercice de l'autorité parentale et de prévenir la rupture des liens familiaux, l'offre d'espaces-rencontres soit structurée et développée grâce à un financement national" de la branche Famille, à compter de 2014.

L'atteinte de ces objectifs est liée à une démarche volontariste et concertée de l'ensemble des partenaires, financeurs et porteurs de projets, attentifs à l'expression des besoins des parents et aux moyens d'y répondre.



Le temps des vacances... un moment privilégié en famille

La relation parent-enfant est parfois éprouvée par les contraintes de la vie quotidienne qui précipitent les journées. Prendre le temps, s'en détacher, le reprendre, est pourtant une nécessité dans cette relation qui n'est parfois plus spontanée quand la cadence du quotidien prend le dessus.

Loisirs, sorties en famille ou séjours de vacances sont autant d'occasions organisées par les services et les structures pour accompagner la construction des liens ou les renforcer. Elles permettent aux familles de marquer une pause pour se consacrer exclusivement à un moment de loisirs.



Sorties en famille

LA JOIE des enfants se lit sur leur visage lorsqu'ils sont prêts, aux côtés de leurs parents, à partager une journée agréable avec d'autres familles autour d'activités. En amont de futures sorties, ces familles élaborent, à l'occasion de temps de préparation, les repères dont elles ont besoin pour concrétiser leur projet. Depuis 2011, les travailleurs sociaux et médico-sociaux apportent leur soutien lors de ces temps de préparation. Ces sorties, véritables moments d'échanges et de plaisir, ne sont néanmoins pas de tout repos pour les parents. Leur fonction éducative peut parfois être mise à l'épreuve lorsqu'il s'agit par exemple de gérer les conflits au sein de la fratrie, de faire respecter les limites données aux enfants ou d'accompagner leurs éventuelles frustrations... Le groupe est un lieu privilégié d'échanges où les positionnements éducatifs se confrontent. Les parents sollicitent en permanence leurs compétences parentales même en période de détente où la notion de plaisir est présente.

Maison départementale des solidarités (Mds)
Les Ulis / Palaiseau : 01 64 86 11 10

Partir en vacances pour la première fois en famille c'est...

PERMETTRE aux familles d'être autonomes, tisser des liens sociaux et intra-familiaux, se réapproprier une meilleure image de soi, découvrir d'autres modes de vie, d'autres espaces et d'autres personnes, permettre un moment agréable en famille dans un autre lieu. Ce sont les objectifs que s'est donné le centre social de Brunoy pour apporter plaisir, sourire et souvenirs aux 14 parents et 10 enfants partis cet été.

Centre social municipal de Brunoy
Tiffany El Haddad
Référénte famille
Tél : 01 69 43 73 13

Brèves

À vos agendas !

Dès à présent, notez nos prochaines rencontres :

le 14 octobre 2014
journée départementale soutien à la parentalité

les 28 et 29 novembre 2014
colloque Clas : son thème "l'ouverture culturelle"

À l'occasion de son départ,
les membres du comité de rédaction
remercient vivement
Michèle Barret,
Chef de pôle adjoint
pôle Prévention (Ddcs)
pour sa participation
et son soutien actif.